

les lucioles

La revue lyonnaise
de la décroissance

n°
1

mai/juin 2018



Maxence Gallice
(Villeurbanne, Rhône)

“JE PENSE QUE NOTRE MONDE SERA SIMPLEMENT UN MONDE OÙ LES ROBOTS VONT DEVENIR BANALISÉS. BILL GATES AVAIT DIT EN SON TEMPS QU'IL Y AURAIT UN ORDINATEUR SUR CHAQUE BUREAU ET LÀ IL Y AURA PLUSIEURS ROBOTS DANS CHAQUE MAISON. ON NE SAURA PLUS VIVRE D'ICI UNE VINGTAINE D'ANNÉES SANS SON ROBOT COMPAGNON OU SON ROBOT COLLÈGUE DE TRAVAIL”. (LYON MAG, 19 MARS 2013)

Bruno Bonnell,
créateur du salon Innorobo, député du Rhône

La campagne sans la campagne

PASCAL SECOND EST ADJOINT AU MAIRE DANS LA COMMUNE DE GRENAY (1500 HABITANTS), DANS LE NORD-ISÈRE, À PROXIMITÉ DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE. ANCIEN LYONNAIS, IL REVIENT SUR LES CONSÉQUENCES DE LA MÉTROPOLISATION ET DE LA COURSE AUX GRANDS PROJETS.

portrait

Grenay est une commune relativement riche, plutôt dortoir, à la croisée des réseaux de l'Est lyonnais et de l'axe Lyon-Grenoble : A43, TER, TGV, aéroport Saint-Exupéry à quelques kilomètres, route de Grenoble. Une somme de nuisances probablement peu égalée dans le pays. C'est la campagne sans la campagne. C'est malgré tout un village où, abstraction faite de tout cela (ou habitué !), on ne vit pas si mal.

Tout le monde

a un petit potager,
trois poules, un bac à compost
et ... une grosse bagnole

Je dois concéder que les idées décroissantes sont ici complètement inconnues. Tout le monde a un petit potager, trois poules, un bac à compost et... une grosse bagnole. A 45 ans, avec ma compagne et mes enfants, nous avons décidé de quitter la région, de mener un projet de vie décroissant dans le Sud-Ouest d'ici 4 ans. Passionnés de nature, c'est un peu une fuite vers moins de bruit, moins de monde, moins d'industrie, et surtout plus de tout le reste ! Quatre années pour nous préparer, nous former, décider de l'orientation de notre projet (gîtes, maraîchage, randonnée... ?).

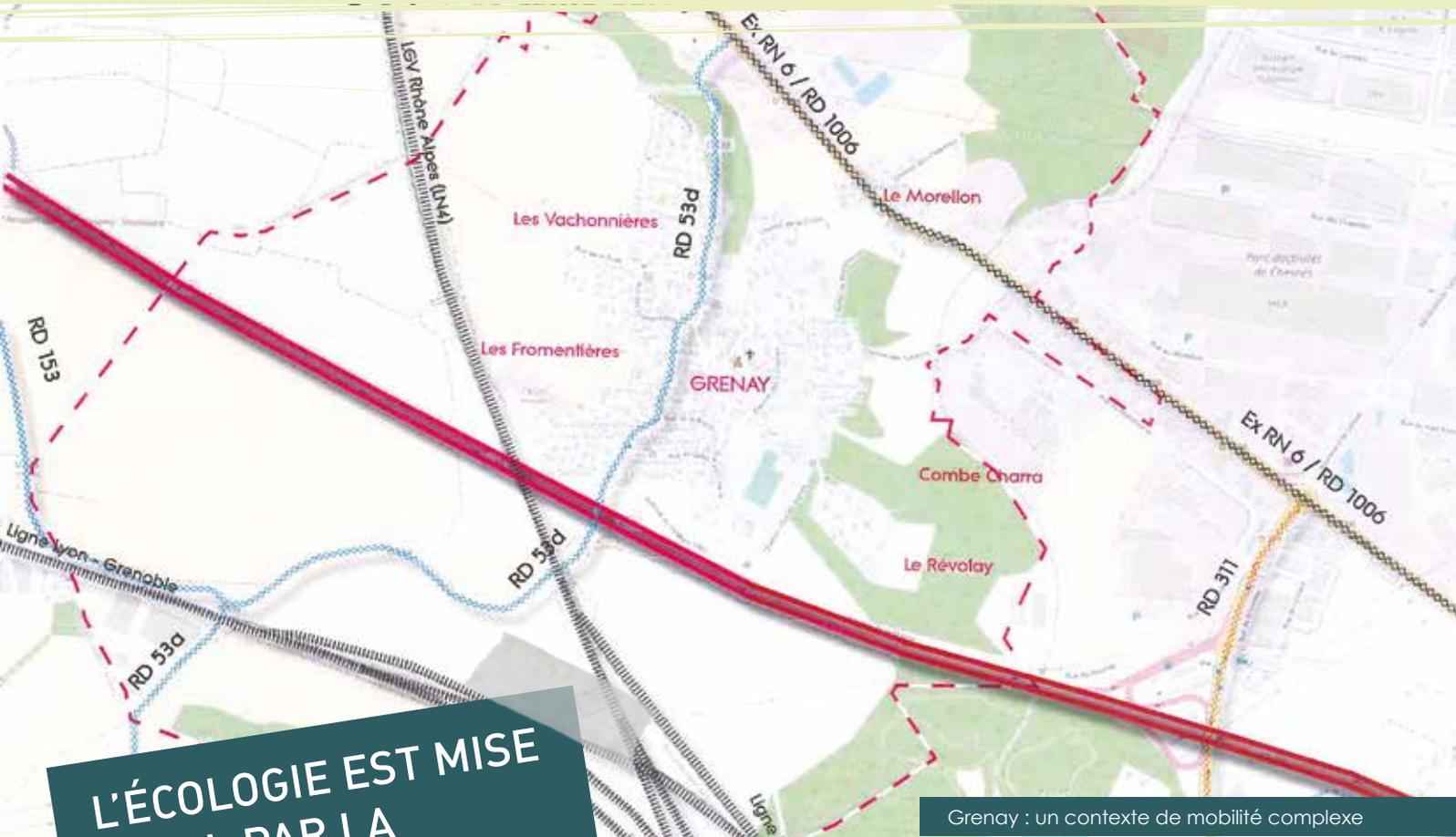
J'habite Grenay depuis 2004 et y suis élu depuis 2014, comme

adjoint délégué à la sécurité et à l'environnement. La municipalité compte 19 membres et n'a pas d'opposition, puisque seule notre liste s'était présentée. Une liste apolitique dont la diversité des sensibilités nous permet de travailler sereinement puisqu'aucun dogmatisme ne vient troubler une gestion pragmatique des fonds publics.

L'obsession est d'attirer toujours plus d'entreprises

Nous appartenons à la Communauté de Communes des Collines du Nord Dauphiné, 24.000 habitants, amenée à disparaître à plus ou moins court terme. Nous sommes coincés entre la tentaculaire communauté d'agglomération des Portes de l'Isère (Bourgoin, L'Isle d'Abeau, ZI de Chêne...), la communauté de communes de l'Est Lyonnais et la Métropole de Lyon. La préfecture met la pression pour que l'on se rattache à un voisin mieux armé. En effet, le transfert des compétences des communes va sonner le glas pour de nombreuses communautés, qui ne sont pas toujours en capacité de tout assumer.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) soumis aux Directives Territoriales d'Aménagement (DTA), d'influence métropolitaine, est peu adapté à ces petites communes dont le pouvoir de décision



L'ÉCOLOGIE EST MISE À MAL PAR LA MÉTROPOLISATION DE NOTRE PAYS ENGAGÉE VOICI PLUSIEURS ANNÉES. L'ENJEU N'EST QU'ÉCONOMIQUE.

Grenay : un contexte de mobilité complexe

est négligeable et largement négligé. L'obsession est d'attirer toujours plus d'entreprises au détriment de tant de choses...

On fabrique de gros machins économiques au mépris de la ruralité

A Grenay, l'Etat continue avec les grands projets déclarés d'utilité publique qui vont encore balafrer notre minuscule territoire, tels que Contournement

Ferroviaire de l'agglomération Lyonnaise (CFAL) et la ligne Lyon-Turin. On va creuser un tunnel de plusieurs centaines de mètres sous le village !

On fabrique de gros machins économiques au mépris de la ruralité, traversés par quelques corridors écologiques

parfois insérés aux forceps : une obligation légale souvent mise en place en dépit du bon sens. L'un d'eux, d'ailleurs tout proche, présente un tracé improbable qui ne sert pas la cause animale.

L'écologie est mise à mal par la métropolisation de notre pays engagée voici plusieurs années. L'enjeu n'est qu'économique. La réaction des maires de France, obnubilés par leur budget (dont les coupes incessantes servent peut-être aussi de diversion) me paraît insuffisante alors que des moyens de pression, voire de subversion, existent.

C'est probablement sur le citoyen qu'il faut compter pour voir avancer l'écologie. Les comportements changent petit à petit, il y a une vraie conscience populaire de l'état d'urgence environnemental. Mais la dépendance à la surconsommation à la dent dure et la radicalité décroissante fait souvent peur. C'est le paradoxe entre notre état de conscience et notre comportement.

Pascal Second
(Grenay, Isère)

Caisse d'allocations familiales : une injonction au tout numérique

ASSISTANTE DE SERVICE SOCIAL D'UNE CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES EN RHÔNE-ALPES DEPUIS 2000, MARIE A PROGRESSIVEMENT VU ARRIVER LA "DÉMATÉRIALISATION" DANS LE SECTEUR SOCIAL. LE PORTAIL "CAF.FR" EST DEvenu L'OUTIL INCONTOURNABLE POUR TOUTE DÉMARCHE POUR LES ALLOCATAIRES. OBSERVANT, CONSTERNÉE, L'ADHÉSION MASSIVE À CE PHÉNOMÈNE MALGRÉ LES NOMBREUX ÉCUEILS QU'IL ENGENDRE, ELLE NOUS LIVRE ICI SON TÉMOIGNAGE.

témoignage

« Nous assistons aujourd'hui à une véritable accélération du "tout numérique", qui va jusqu'à nous obliger à n'utiliser que cette interface-là, comme par exemple la demande de prime d'activité pour laquelle les agents CAF ne disposent plus d'imprimés "papier" et ont la consigne formelle de rediriger systématiquement les personnes sur le caf.fr.

Face à ce phénomène, plusieurs questions se posent : alors que le "tout numérique" ne va pas de soi, tout est fait comme si c'était le cas.

D'une part, une certaine partie des allocataires ne possède pas l'équipement requis (smartphone, ordinateur, abonnement internet) dont le coût financier n'est pas négligeable. Ils n'ont également pas toujours les codes de compréhension du fonctionnement de ces outils, ni la maîtrise du vocabulaire spécifique pour le remplissage des données qui, par ailleurs, nécessite souvent une très bonne connaissance des éléments de législation et de logique de l'administration. Il n'est d'ailleurs pas rare que des personnes ayant droit au RSA ou à l'AAH se retrouvent en rupture de droit car leur accom-

pagnant social n'a pas su les aider à effectuer correctement la démarche en ligne. De plus, comme les données s'inscrivent directement dans le dossier informatique allocataire, il n'y a plus guère la possibilité qu'un technicien-conseil CAF se rende compte de l'erreur lorsque le logiciel ne repère pas le problème (il ne gère pas toutes les incohérences).

Ce qui interroge, c'est que ces problématiques sont connues, et que l'on sait qu'elles touchent plus particulièrement les personnes les plus précaires, donc celles qui sont les plus dépendantes des prestations sociales et familiales. Cela signifie que nous allons de plus en plus dans un système qui exclut des personnes qui sont, souvent, déjà en processus d'exclusion. On leur demande d'être autonomes sur un outil dont on sait qu'elles sont en difficulté pour l'être.

D'autre part se pose la question de la participation à "l'invalorisation du travail". Tels les acheteurs devenus hôtes de caisse lorsqu'ils utilisent les caisses automatiques, les allocataires deviennent les propres "liquidateurs" de leurs dossiers CAF en injectant directement leurs données dans

leurs dossiers (avec toutes les possibilités d'erreur que cela comporte).

Enfin, il est étonnant qu'aucune remise en question majeure ne se fasse entendre sur cette inéluctable injonction au "tout numérique". Déjà, pour les raisons précitées, mais aussi du fait de la finalité de cette obligation. En effet, promouvoir le "tout numérique" pour tous et toutes profite à qui en fin de compte ? Lorsque les agents CAF, y compris les travailleurs sociaux, assurent la promotion du caf.fr par la réorientation sur les ordinateurs mis à la disposition dans les salles d'attente ou par l'organisation de modules de sensibilisation-formation des allocataires au caf.fr, nous pouvons légitimement nous demander à qui bénéficient ces nouvelles orientations : à Google ? Aux fabricants de smartphone ? A Bouygues-Télécom ?

Tout se déroule comme si nous devions marcher à l'unisson en direction de ce soi-disant progrès que constitue le "tout numérique" sans qu'aucune remise en question ne soit possible. Il s'agit de faire des économies, mais des économies pour qui ? Et du profit pour qui ?

Il semble qu'un dispositif d'endormissement des esprits soit en route et que, pour le moment, rien ne vienne contester son hégémonie.»

**Propos recueillis
par Laetitia Jouband**

(Couzon au Mont d'Or, Rhône)



**UN SYSTÈME
QUI EXCLUT
DES PERSONNES
EN PROCESSUS
D'EXCLUSION**

Le Ring, coopérative alimentaire militante

HENRI MENDRAS, EN 1979, DANS SON VOYAGE AU PAYS DE L'UTOPIE RUSTIQUE, APPELAIT DE SES VŒUX UNE « NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE » DONT LES PRÉMICES SERAIENT UN FLEURISSEMENT DE COOPÉRATIVES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION. LA RÉGION LYONNAISE, DÉJÀ RICHE D'EXPÉRIMENTATIONS ALIMENTAIRES, VOIT DEPUIS PEU UN RENOUVEAU DE PROPOSITIONS ALTERNATIVES VARIÉES, DU GRAP AU SUPER-MARCHÉ DEMAIN, DU VRAC AU RÊVE D'UNE COOPÉRATIVE INTÉGRALE... A JASSANS (AIN), DANS CE VAL DE SAÔNE PONCTUÉ DE GARES D'OÙ PARTENT CHAQUE MATIN DES LIVRAISONS HUMAINES ASPIRÉES PAR LA MÉTROPOLE, PHILIPPE (LE PRÉNOM A ÉTÉ CONSERVÉ) RÉSISTE À SA MANIÈRE EN ANIMANT LE RING, COOPÉRATIVE MILITANTE ET COMBATTANTE.

La création du Ring en 2013, c'est l'aboutissement pour moi d'une réflexion sur l'état du monde commencée vers 2007, après avoir travaillé plus de trente ans en tant que consultant en entreprise et agent d'assurances du côté de Genève. C'est un long cheminement à travers les lectures des grands penseurs de la décroissance et une méfiance instinctive envers les partis politiques qui m'a amené à vouloir participer à ma manière. S'est alors posée la question : comment faire pour amener d'autres que moi à réfléchir et à douter suffisamment pour que, par eux-mêmes, ils trouvent (eux-) aussi que la décroissance est assez logique ? Toutes les pistes que j'ai explorées – de Chouard aux Colibris – m'ont parues insuffisantes (aux Colibris, il y a un manque de dynamique collective : comme si on pouvait changer le monde de manière individuelle ! Sinon il n'y a rien à critiquer, ce sont des gens

extrêmement valeureux et qui, en général, s'investissent beaucoup dans ce qu'ils font).

L'idée du Ring, c'est qu'on a la main sur rien : on ne peut pas décider de changer de monnaie seul dans son coin ; le seul levier qu'il nous reste, le seul domaine dans lequel on peut encore être maître de son destin, c'est l'alimentation. Pour le reste, il y a de telles contraintes qui pèsent... C'est le fameux adage : manger, c'est voter ! Naturellement, c'est plus facile à dire qu'à faire, se posent des questions de budget, d'accès... Cela m'a semblé le moyen d'amener autour de moi des gens qui partageaient – souvent depuis bien plus longtemps que moi – ces préoccupations, dans un territoire sur lequel il n'y avait rien. L'alimentation est devenue un élément pour se retrouver avec des gens qui pensent à peu près pareil et qui veulent dépasser la seule question de l'alimentation...

Se servir de la table

pour mettre en avant
des idées

Le Ring, c'est aujourd'hui 400 personnes environ, dont 60 à 70 véritablement engagées. Le Ring se veut un lieu d'expérimentation pour relocaliser notre alimentation sur le territoire. Pourquoi ? Parce que nous pensons que notre civilisation traverse des crises profondes, telles que décrites dans le rapport du club de Rome de 1972. Et plus encore : réchauffement climatique, perte de biodiversité, financiarisation et mondialisation, finitude des ressources, industries agro-industrielles et agroalimentaires détruisant le vivant, etc. Tous les points ci-dessus sont maintenant suffisamment documentés (articles scientifiques, livres, documentaires ou vulgarisations) pour être pris au sérieux. Nous sommes malheureusement impuissants



à changer le monde, passagers d'un train dont nous connaissons la destination, et ne pouvons qu'essayer d'agir à notre petite échelle pour amortir ce qui apparaît inévitable. Nous sommes dans une civilisation complexe dans laquelle nous ne conduisons pas nos vies. Si, dans nos sociétés, la satisfaction des besoins primaires (manger, respirer, boire, se loger, se vêtir) est à peu près assurée, cela se fait à un prix inacceptable : pollutions, exclusions, inégalités, gaspillages, déchets, cancers, exploitation, etc.

L'alimentation est un alibi : depuis le début du Ring, dans nos statuts, la carotte bio, cela n'est pas important. Un adage belge dit qu'il vaut mieux manger de la merde à plusieurs que du bio tout seul ; il faut s'attaquer à l'ensemble du champ si on veut que la carotte isolée reste bio dans le temps car la pollution de l'eau, de l'air, du sol, va rendre impossible un jour la possibilité de la carotte bio. On se sert de la table comme alibi pour passer un bon moment entre amis, et le Ring, c'est pareil : se servir de l'alimentation pour mettre en avant des idées –sans prétention-. J'amène des sujets de réflexion chaque semaine, c'est un peu la patte de notre structure... Le Ring, c'est avant tout un lieu politique !

Avec, c'est important, des statuts associatifs : à la base, l'échec où nous mène le capitalisme vient de la structure des entreprises ; beaucoup de penseurs ont montré que les coopératives résoudraient un grand nombre de problèmes, si on supprimait les SA, les SARL, etc., avec leurs patrons qui peuvent rayer de l'autre bout du monde des noms, sur lesquels ils ne mettent même pas de visages ! La seule possibilité de nous sortir de cette situation, tout en continuant à avoir des biens de première nécessité, c'est la SCOP, avec ce que ça comprend de changements culturels pour chacun de ceux qui doivent déposer leur morale à la porte quand ils vont pointer et accepter de faire des choses qui sont souvent très critiquables (voir le bel exemple récent de Lactalis). Afin que les hommes redeviennent des hommes debout, responsables...

Nous ne sommes pas obsédés par le local

Se poser des questions à la racine, c'est le propre d'un mouvement comme la décroissance : ne pas rester à la surface des choses, croire qu'une poignée de gens qui décide de belles initiatives sur un territoire suffit pour que l'en-

semble de la société suive... Cela ne marche pas du tout comme ça et, en plus, ces belles initiatives sont souvent des miroirs aux alouettes quand on les analyse comme on essaie de le faire dans le journal La Décroissance ou dans d'autres revues... On se rend compte que ce sont souvent des pièges ou des sujets récupérés par le capitalisme, comme il sait si bien le faire : les pistes comme la « Transition » sont d'autant plus dangereuses qu'elles font croire que ça va suffire... Or on doit parler aussi de propriété privée, de néocolonialisme, interroger la monnaie ; on doit parler d'accaparement des ressources par les Occidentaux... Il faut s'attaquer à ces trois ou quatre fondamentaux, travailler à l'égalité avec les autres peuples, arrêter de leur voler leurs ressources en échange de l'aide internationale...

Quand la société civile ne bouge pas, que faire? Tolstoï faisait déjà le même constat au début du siècle, on peut aller voir aussi les magnifiques débats pendant les Lumières... Or ceux qui ont gagné ne sont pas forcément les plus visionnaires. Le Ring, c'est une petite expérience d'interrogations et de rencontres... Par exemple, nous ne sommes pas obsédés par

le "local", ça n'est pas notre priorité, on est moins dans la logique de la campagne qui doit nourrir la ville que dans l'interrogation sur l'urbanisation galopante ; pourtant, on ne peut s'imaginer avec 66 millions d'agriculteurs et ne vivre que de ça, sauf à revenir à du nomadisme... Mais on peut imaginer que certains aient du plaisir à y revenir... Le local, ça ne me semble pas fondamental, peut-être que je me trompe... Seulement en l'état, comment croire qu'on va sauver le monde avec des gens qui, d'un côté, vont faire des efforts dans des structures assez "boboïsantes" pour manger local et, de l'autre, vont être capables de prendre l'avion, d'acheter des vêtements, des cosmétiques, sans se poser de questions ? De laisser se développer à côté de chez eux des élevages intensifs dans lesquels on torture des animaux ? Si on devait hiérarchiser des priorités, je mettrais en dernier le "local". Il y aurait beaucoup à dire également sur le fonctionnement réel des Amaps... Par contre, un système où l'on mélange tout le monde : les producteurs, ceux qui travaillent dans la structure, les "consommateurs", en SCOP ou SCIC, là, ça va mieux... Nous sommes d'ailleurs dans une réflexion pour intégrer dans le Ring le plus possible de produits de première nécessité. On est en train de parler de monter un poulailler, un atelier de transformation pour faire des bocaux, des conserves... voire une ferme à plus long terme.

La métropole, c'est typiquement

le genre de sujet où l'on n'a pas la main

Le Ring se veut indépendant des pouvoirs existants, de l'Etat-providence, pas comme des magasins



de type Food-coop, la Louve, etc., dont le schéma consiste à trouver un local plus ou moins gratuit, en se tournant vers les collectivités territoriales, d'où une distorsion de concurrence avec des magasins comme les

Biocoop qui se battent quand même depuis plus de 30 ans pour le bio. C'est faire sauter des charges en pénalisant des alliés. En France, chaque association a la prétention de refaire le monde, juste pour que ça porte son nom et juste parce qu'on n'a pas envie d'aller se frotter à l'existant... On ne voulait ni être une Amap, ni un magasin de distribution classique, pour des raisons de fond qui tiennent à la décroissance et à ce qu'il convient de faire pour sortir du guêpier dans lequel on s'est mis. Maintenant que notre ADN est bien posé, il serait possible de faire des joints avec des fournisseurs, des initiatives communes... Mais lorsqu'on lutte contre un élevage industriel de porcs sur notre territoire avec le Goret libre, on se sent bien seul, les autres sont aux abonnés absents (sans doute par manque de temps, de motivation, de militantisme...). L'association L214 (que je trouve quand même extrémiste avec le végan) a fait une opération contre un abattoir bio où les animaux sont aussi maltraités que les autres, même si on leur donne de la nourriture bio. On essaie d'être le plus objectif possible mais c'est vrai que nous sommes très sensibles aux droits des animaux ; on a rejoint le collectif Plein-Air qui, à partir de luttes locales comme la ferme des 1000 vaches, cherche à faire évoluer les choses au niveau national et européen (pas seulement contre la maltraitance de la filière alimentaire mais aussi les labos ou la fourrure...).

On s'inquiète également du traitement de l'humain (burn-out, chan-

tage à l'emploi, les droits syndicaux bafoués...), de la déshumanisation des entreprises : on va vers un hors-sol où l'humain sera relié à des câbles dont on ne saura ni d'où ils viennent, ni où ils vont... Les gens des villes sont dans des bulles qui vont être favorisées –la métropolisation, c'est typiquement le genre de sujet où l'on n'a pas la main, restez dans votre chambre, soyez sages, vous n'avez rien à dire-; la pollution va sortir des villes, on mettra les voitures dans les banlieues, on couvrira les campagnes d'éoliennes pour permettre aux urbains d'avoir de l'électricité "verte" les nuisances vont être externalisées... La gentrification, comme dans les pires films de fiction, se répand (en particulier à Marseille) ; à Bordeaux, ça commence à se voir de plus en plus... Et à Lyon, la façon dont les réfugiés et les gens de la rue sont traités en est un bon exemple.



**PARCE QUE
L'ACHAT
RESPONSABLE
EST UN COMBAT,
MONTEZ
SUR LE RING !**

L'idéal à terme, pour que le Ring soit plus efficace, serait d'atteindre une taille de 200 militants environ, pour pouvoir essaimer dans des petits villages de l'Ain, territoire très ancré à droite (et, de plus en plus, à l'extrême droite), avec une structure de demi-gros, sans trop grandir pour ne pas perdre du sens. De toute façon, nous avons une grande exigence sur le choix de nos partenaires, nous sommes dans une logique de véritable commerce équitable. Pour l'instant, nous avons plusieurs points de distribution dans les gares ou les marchés de la région et, sinon, on peut venir nous rencontrer à Jassans, au 442 rue de Gléteins, où s'affiche fièrement la devise de la coop : « Parce que l'achat responsable est un combat, montez sur le Ring ! »

**Propos recueillis
par Catherine Rulleau
(Chasselay, Rhône)
Contact : le-ring@orange.fr**



Décoloniser nos imaginaires selon la formule de Serge Latouche,
 Endoctrinés pour l'instant à la consommation via la publicité.
 Comment se réapproprier nos vies peu à peu, par petites touches ?
 Revenir aux choses essentielles, un grand pas vers la simplicité...
 Oublier tous ces objets d'un bonheur que l'on nous fait miroiter,
 Insignifiants, inutiles gadgets sources d'un individualisme exacerbé.
 Se soucier des matières premières utilisées qui induisent pillages,
 Spoliations savamment orchestrées par les pays dits développés,
 Au mépris des populations locales et des générations à venir.
 N'est-il pas temps d'apprendre à partager, de sortir de l'enfantillage,
 Cesser de conserver nos privilèges, et du "confort" le diminuer.
 Eradiquer l'esprit de compétition, sans doute un challenge d'avenir !

Franck Victorien
 (Francheville, Rhône)

Les Lucioles

L'ASSOCIATION DES LUCIOLES VISE À FAVORISER LE DÉBAT D'IDÉES AUTOUR DE LA DÉCROISSANCE À L'ÉCHELLE DE LYON, DU RHÔNE ET DES TERRITOIRES VOISINS. LA REVUE, PÉRIODIQUE ET CONTRIBUTIVE, PROMeut UN DÉBAT BIENVEILLANT ET PLURIEL, RESPECTUEUX DES DIFFÉRENTES SENSIBILITÉS DE LA DÉCROISSANCE. LES AUTEURS ÉCRIVENT EN LEUR NOM ; LEURS POINTS DE VUE N'ENGAGENT PAS NÉCESSAIREMENT CELUI DE L'ÉQUIPE ÉDITORIALE.

© photos et création graphique : les lucioles

Abonnement gratuit à la revue numérique : lucioles.lyon@gmail.com